

<http://www.snetap-fsu.fr/La-region-PACA-se-mobilise.html>



La région PACA se mobilise.

- Nos Actions - Archives - 2005-06 - Archives - Les établissements en lutte pour sauver la rentrée 2006 ! -

Date de mise en ligne : jeudi 17 novembre 2005

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

NON aux suppressions de classes **Vous avez dit - 3 % de la [DGH](#) régionale ?**

Vous avez osé proposer la suppression de cinq classes dans la région PACA ?

Les personnels hurlent au scandale !!!

Face au massacre de l'enseignement agricole public en PACA, organisé par la [DGER](#), les personnels réagissent et se mobilisent, après une période d'étourdissement consécutive au choc et à l'émotion.

Des propositions honteuses !

- " On veut fermer les classes de quatrième, troisième, des classes de [BEPA](#) de la filière service dans les lycées publics d'ORANGE, GAP, LES ARCS, L'ISLE sur SORGUE, ANTIBES ?
- " On veut de nouveau limiter les effectifs pour supprimer les dédoublements et diminuer les heures de cours et TP.
- " On veut diminuer le nombre de personnels enseignants titulaires et contractuels et diminuer le nombre d'[ATOSS](#).
- " On veut maintenir la diminution des heures d'animation des enseignants d'[ESC](#) (elle est passée 4,5 h hebdomadaire au lieu de six comme le prévoit la circulaire officielle) pour gagner des heures.
- " On veut réduire le budget 2006 de l'enseignement agricole public.
- " On prétend geler des classes durant l'année scolaire 2006/2007 pour éventuellement avoir la possibilité de les ré-ouvrir en 2007/2008. Qui peut-y croire ?

Ce massacre organisé par la DGER suscite enfin des réactions dans des lycées de la région PACA, y compris dans des lycées peu enclins aux mobilisations.

Le SNETAP très présent pour organiser la lutte contre

ce projet est intervenu :

- " auprès des députés et sénateurs du VAUCLUSE, des HAUTES-ALPES, des ALPES-MARITIME, du VAR
- " auprès de la presse régionale
- " lors du [CTPR](#), CREA et prochainement lors du nouveau CTPR qui doit se prononcer sur le nouveau cadre.

ACTION AU [LEGTA](#) DE GAP

Les personnels ont obtenu le soutien des élus locaux et la presse régionale « La PROVENCE » a consacré un article de bonne qualité pour dénoncer la fermeture de la classe de 3^{ème} techno et qui à terme condamne le recrutement du lycée.

ACTION AU [LPA](#) D'ORANGE

Les personnels se sont mobilisés, écrit des courriers à destination des élus politiques. Ils refusent la suppression de la classe de quatrième, vitale pour permettre aux jeunes une re-motivation pour les études avec une première approche concrète dans le secteur professionnel et une poursuite dans les filières proposées dans le lycée.

ACTION AU LEGTA d'ANTIBES

Les personnels d'ANTIBES ont réalisé une action payante lors du CA d'établissement du vendredi 18 novembre, en présence du [SRFD](#). Ils ont pris conscience des enjeux qui se dessinaient, en particulier un certain nombre de jeunes collègues

Le nouveau cadre imposé par la DGER prévoit la suppression d'une classe de troisième au LEGTA d'ANTIBES. Les personnels très fortement mobilisés lors de la manifestation du CTPR du 19 octobre poursuivent leurs actions. C'est effectivement un refus très fort des personnels que l'administration locale, régionale et nationale doit entendre. Une délégation des personnels forte de 18 collègues est entrée dans la salle du Conseil ; et cinq motions ont été lues :

1° - celle des parents d'élèves que nous avons programmé volontairement en début, lue par les parents eux-mêmes

- ;
- 2° - celle des personnels du Legta, lue par le professeur principal de la classe de 3è ;
 - 3° - celle de la section Snetap-Fsu,
 - 4° - celle des personnels Atoss,
- Puis est venue une motion inattendue lue par E. Guigo, - conseillère régionale. (groupe communiste)

Après de longues discussions et argumentations parfois alambiquées et embarrassées du SRFD, ces 5 motions ont été votées à l'unanimité. Les élus locaux, les représentants de la commune et du département, brillaient par leur absence.

Une intervention est prévue auprès Christian ESTROSI, président du Conseil Général des Alpes Maritimes et Ministre délégué à l'Aménagement du Territoire.

Le SRFD a déclaré qu'il fallait conforter les petits établissements comme Digne, Gap, St Rémy, Isle sur Sorgue, surtout quand ils sont seuls dans leur département. Juste avant le conseil, le SRFD a pris le temps d'étudier tous les dossiers de ces élèves de 3ème et il a reconnu devant le CA que cette classe jouait parfaitement son rôle social et que nous y réalisons un excellent travail pédagogique.

Il y a quelques années quand il était Proviseur à Antibes et que ces classes de 4è et de 3è étaient menacées, il était monté au créneau pour les défendre.

Les décisions du CA seront bien entendues présentées devant le CTPR du 30 novembre.

Il ne faut pas en rester là. D'autres actions sont d'ores et déjà prévues... gardons nous de les diffuser trop tôt. Chaque section doit prendre conscience que l'avenir de l'enseignement agricole public est réellement menacé et que les fermetures se généraliseront, que chaque lycée est susceptible d'être visé.

Pour gagner, il est nécessaire d'être solidaire, d'obtenir l'appui des fédérations de parents d'élèves, d'avoir le soutien de tous les parents, et surtout des élus locaux politiques. Des courriers ont déjà été envoyés amis il faut aussi les rencontrer pour les convaincre.

Pour l'instant nous constatons quelques hésitations, il faut poursuivre et atteindre l'objectif : obtenir l'annulation de ce cadre.

Le secrétariat régional du SNETAP est disponible et ouvert à toute proposition d'action.

Pour la région PACA,

le secrétaire régional

Patrick PRENANT